

Rentrée 2021 : jusqu'où ira-t-on dans le délaissement des élèves et des personnels ?

De la maternelle à l'université, grève jeudi 25 février

Ce jour-là, se tiendra le GTSD où le DASEN annoncera quels établissements seront lésés par les suppressions

Le ministre Blanquer veut poursuivre à tout prix ses réformes sans prendre en compte l'intérêt des élèves dans la période particulière que nous traversons depuis près d'un an. Il refuse d'entendre les multiples alertes des organisations syndicales.

SUD éducation est revenu dans le détail sur nos oppositions à la politique éducative du gouvernement lors du Conseil Supérieur de l'Éducation du 11 février 2021 (lire [ici](#) la déclaration de SUD éducation).

Comme d'habitude, lors de cette séance, le ministre n'a fourni aucune réponse aux différentes inquiétudes des personnels de l'éducation émises par leurs organisations syndicales.

Pourtant la grève nationale du 26 janvier, à l'appel de SUD éducation, FSU, CGT éduc'action et Force Ouvrière, a été importante dans la plupart des départements, dont le Puy de Dôme (plus de 1000 manifestant·e·s devant le Rectorat avec un appel intersyndical encore plus large). Elle a mis l'accent sur le refus de la politique des primes et sur la revendication d'une véritable augmentation des salaires de toutes et tous. Elle a fait entendre aussi la nécessité d'un plan d'urgence pour l'éducation, que nous réclamons dans toutes nos mobilisations depuis le printemps dernier, que nous rappelons à chaque entrevue auprès des représentants du recteur (toujours invisible) ou de l'Inspecteur d'académie.

Blanquer ne veut rien entendre. Il ment avec toujours plus d'aplomb et de cynisme : après le million de tests promis en novembre, il annonce la vaccination massive et rapide des personnels... à la saint-glinglin. Et tout récemment un allègement

du protocole tout juste un peu durci ! Pire, en pleine crise sanitaire son administration continue de fermer des postes. Il dit ne pas avoir les moyens des créations de postes revendiquées pour faire face à la pandémie et annuler les 1 800 postes supprimés dans le second degré, alors qu'il a rendu à Bercy 200 millions de budget qui auraient permis de créer 4 200 postes.

S'il tenait compte des difficultés des élèves et des inégalités sociales comme il le prétend, il ne fermerait aucun poste en pleine crise sanitaire. Il faut davantage de personnels à tous les niveaux du système éducatif, il faut davantage d'enseignant·e·s. Mais le gouvernement préfère verser d'énormes primes de fin d'année aux recteurs, aux autres hauts fonctionnaires et personnels d'inspection.

Dans notre académie, le recteur fait beaucoup de représentation : lors de ses visites, il vit des expériences "bouleversantes", "émouvantes", "enthousiasmantes", en résumé toutes plus -antes les unes que les autres, mais persiste à se cacher lorsqu'il s'agit de rencontrer les représentant·e·s des personnels. Il est probablement difficile d'assumer les conditions d'étude de plus en plus indignes, et notamment celles prévues à la rentrée 2021 qui s'annonce catastrophique en ce qui concerne les effectifs par classe. Élèves et personnels sont particulièrement méprisé·e·s dans notre territoire.

La grève du 26 janvier était une première étape pour le dire aux autorités du département. Cela ne suffit pas. SUD éducation a décidé de construire une nouvelle étape de ce rapport de force avec le Snes, le Snuipp, le SnLC-FO, la Cgt éduc'action et le Snalc.

Il ne sera pas possible de faire la rentrée dans ces conditions !

Nous appelons tous les personnels à se mettre en grève le 25 février lors du GTSD, et à associer les familles des élèves au rassemblement qui se déroulera devant l'inspection académique à 9H30.